

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions applicables au  
centre de production d'éco-matériaux (CPEM), exploité par la société ENVISAN  
à La Seyne sur Mer**

**Le Préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre Ier, les titres I et II du livre II et le titre 1er du livre V et son article R181-46 ;

Vu le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L511-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2013 portant autorisation d'exploiter un centre de production d'éco-matériaux (CPEM), par la société ENVISAN, à La Seyne sur Mer, zone portuaire de

Brégaillon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 portant des prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 novembre 2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2020 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation, par la société ENVISAN, du centre de production d'éco-matériaux sis à la Seyne sur Mer ;

Vu le porter à connaissance du 17 décembre 2025 adressé au préfet par la société ENVISAN relatif à la modification des conditions d'exploitation de l'installation CPEM ;

Vu le rapport du 27 mars 2026 et les propositions de l'inspecteur de l'environnement, communiqués au préfet le 13 mai 2026 ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire adressé, au titre de la procédure contradictoire, à l'exploitant par courrier du 20 mai 2026 ;

Vu la réponse de l'exploitant, par mail du 26 mai 2026, relative au projet d'arrêté complémentaire, susvisé ;

Considérant que la société ENVISAN envisage des évolutions des conditions d'exploitation de la plateforme CPEM, qui entraînent une augmentation de la consommation d'eau et du volume instantané de matériaux stockés ;

Considérant que les évolutions envisagées n'impliquent pas de modification du classement du Centre de production d'éco-matériaux de la société ENVISAN, sis à La Seyne-sur-Mer, dans la nomenclature des ICPE ;

Considérant que ces évolutions ne constituent pas une modification substantielle au sens des critères définis par l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications envisagées n'entraînent pas de dérogation aux prescriptions ministérielles susvisées ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R181-18 et R181-21 à R181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

### **ARRÊTE**

#### **Article 1er – Liste des installations visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)**

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2020 susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions, ci-après.

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes.



Rubrique	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime (1)
<b>2515-1</b>	<p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	<p>Module de traitement complétant les procédés de séparation granulométrique des matériaux primaires sédiments et terres : puissance totale de 750 KW</p>	<b>E</b>
<b>2517-1</b>	<p>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>1) supérieure à 10 000 m<sup>2</sup></p>	<p>La station de transit comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 12530 m<sup>2</sup> au niveau de la lagune de réception des Matériaux Primaires Sédiments (MPS)</li> <li>• 5833 m<sup>2</sup> au niveau de la zone dite « de traitement et de stockage temporaire » destinée à recevoir les Matériaux Primaires Terres (MPT)</li> <li>• 3034 m<sup>2</sup> au niveau de la zone dite « prototype d'éco-modèles paysagers »</li> <li>• 365 m<sup>2</sup> au niveau du quai d'accostage</li> </ul> <p>soit une superficie totale de : 21762 m<sup>2</sup></p>	<b>E</b>
<b>2716-1</b>	<p>Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1) supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup></p>	<p>L'installation de transit, regroupement tri comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>40 000 m<sup>3</sup></b> au niveau de la lagune de réception des matériaux minéraux humides</li> <li>• <b>30 000 m<sup>3</sup></b> de matériaux minéraux au niveau des zones « de traitement et de stockage temporaire » et « d'éco-modèle paysager »</li> </ul> <p>soit un volume total de matériaux minéraux valorisables de <b>70 000 m<sup>3</sup></b></p>	<b>E</b>
<b>2791-1</b>	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1) supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>L'ensemble des traitements effectués sur les Matériaux Primaires (séparation granulométrique / lagunage actif/ déshydratation /bioremédiation /immobilisation / stabilisation) permet en cadence totale de pointe de traiter <b>3200 t/j.</b></p>	<b>A-2</b>

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique</b>	<b>Caractéristiques de l'installation</b>	<b>Régime (1)</b>
<b>3532</b>	<p>Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement biologique</li> <li>- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération</li> <li>- traitement du laitier et des centres</li> <li>- traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.</li> </ul> <p>Rubrique principale IED</p>	Traitement biologique (bioremédiation) effectué sur les matériaux minéraux en vue de leur valorisation ; la capacité maximale étant de 3200 t/j.	<b>A-3</b>
<b>4130-2-a)</b>	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t</p>	Emploi et stockage en quantité maximale de 22 t d'acide sulfurique	<b>A-1</b>
<b>4620-1</b>	<p>Substances et mélanges qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables, catégorie 1</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1- Supérieure ou égale à 100 t</p>	Stockage et emploi de chaux vive en quantité maximale de 272 t.	<b>A-1</b>
<b>4741-2</b>	<p>Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t</p>	Emploi et stockage d'hypochlorite de sodium (eau de javel) en quantité maximale de 36 t	<b>DC</b>



<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique</b>	<b>Caractéristiques de l'installation</b>	<b>Régime (1)</b>
<b>2719</b>	Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de déchets issus de catastrophes naturelles. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> .		<b>D</b>
<b>1630-2</b>	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de)  Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium . La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :  <b>2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t</b>	Emploi et stockage de 26 t de soude.	<b>NC</b>

(1) **A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; NC : Non classable.**

### **Article 2 - Approvisionnement en eau**

Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2020 susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions, ci-après.

Les prélèvements en eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans la limite de 75 000 m<sup>3</sup> en provenance du réseau public d'alimentation en eau.

### **Article 3 - Caractéristiques dimensionnelles**

Les dispositions de l'article 8.3.4 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2020 susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions, ci-après.

Les quantités maximales de matériaux minéraux caractérisés comme déchets non dangereux, en attente de traitement, en cours de traitement ou traités, entreposés à tout instant sur site sont limitées à :

- 40 000 m<sup>3</sup> dans la lagune de réception des matériaux humide ;
- 30 000 m<sup>3</sup> au niveau des zones de traitement, de stockage temporaire et d'éco-modelé paysager.

La quantité annuelle de déchets pouvant être traités par l'installation est limitée à 160 000 m<sup>3</sup>/an soit 240 000 t/an.

### **Article 4 - Mesure des retombées de poussières**

L'exploitant assure une surveillance trimestrielle de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par un organisme tiers compétent, par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, par la méthode des plaquettes de dépôt.

Ce réseau est constitué d'au moins trois points de mesure qui permettent de caractériser :

- > le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») ;



- > les retombées de poussières au droit des habitations les plus proches ;
- > les retombées de poussières aux abords du site.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5 - Abrogation**

Les dispositions des articles 1.5.1 à 1.5.10 de l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2020 susvisé, relatives aux garanties financières abrogées par le décret susvisé du 6 juillet 2024, sont supprimées.

#### **Article 6 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de La Seyne-sur-Mer et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de La Seyne-sur-Mer pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 - Voies et délais de recours**

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 8 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de La Seyne-sur-Mer, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, antenne du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, donc copie sera adressé au président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var ainsi qu'au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

**- 1 JUIN 2026**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

**Lucien GIUDICELLI**